

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18454 - 72ÈME ANNÉE

La lutte continue contre la régression sociale

Contre la loi El Khomri : manifestation le 28 juin à Saint-Denis



Nouvelle manifestation demain à La Réunion contre la loi El Khomri. Rendez-vous à 9 heures devant l'ancienne gare de Saint-Denis.

Après le rassemblement jeudi dernier devant le siège du MEDEF, l'Intersyndicale CGTR-FO-FSU-Solidaires-UNEF organise un défilé demain sur le front de mer de Saint-Denis. Vendredi dernier, Pôle emploi a publié les derniers chiffres du chômage pour le mois de mai dernier. Près de 180.000 Réunionnais sont à la recherche d'un travail, près de 135.000 sont totalement privés d'emploi. Au cours des 12 derniers mois, le chômage a augmenté. La pénurie d'emploi est telle que les 287 millions d'euros injectés par

l'État dans le traitement social du chômage n'ont pas réussi à inverser la courbe du chômage. De plus, près de 1.500 jeunes en contrat d'avenir vont perdre leur emploi cette année. Ces données contredisent les discours qui vantent la reprise.

Dans ce contexte de grave crise économique, la loi El Khomri apparaît comme un élément d'aggravation. Elle rendra en effet les licenciements plus faciles. Dans une entreprise de moins de 11 salariés, un trimestre de difficultés rendra possible les licenciements écono-

miques. En termes de salaires et de temps de travail, cette loi permettra la création de fait d'un Code du Travail dans chaque entreprise. L'accord d'entreprise primera en effet sur les Conventions collectives. Cela réduira à néant ces dernières.

Lancée depuis plus de trois mois, la mobilisation contre la loi El Khomri ne faiblit pas. Pour le moment, le gouvernement ne veut pas remettre en cause son choix qui mène à la régression sociale.

M.M.

Conseil municipal de Sainte-Suzanne

Maurice Gironcel appelle à la responsabilité

Samedi avait lieu le Conseil municipal de Sainte-Suzanne. À cette occasion, le maire Maurice Gironcel a pris la parole pour une déclaration liminaire présentant une analyse de la situation politique. En utilisant la CINOR pour satisfaire ses ambitions, l'opposition pénalise lourdement la population de Sainte-Suzanne. Voici le contenu de l'intervention du maire de Sainte-Suzanne.

Je vous souhaite la bienvenue à cette 4^e séance du conseil Municipal de cette année 2016. Nous allons examiner aujourd'hui une quinzaine de rapports, sur lesquels nous reviendrons plus en détail tout à l'heure.

Mais permettez-moi auparavant de réagir sur certains sujets d'actualité.

Au niveau international, comme vous le savez, la sortie programmée du Royaume-Uni de l'Union Européenne, suite au référendum du 23 juin, ouvre une des plus grandes périodes d'incertitude que l'Europe ait pu connaître au cours de ces 40 dernières années. Cette situation totalement nouvelle et inédite dans l'Union européenne à laquelle nous sommes intégrées nous commande ici à la plus grande vigilance sur tous les fronts. Il est clair que désormais rien ne sera jamais plus comme avant.

Cet évènement vient se rajouter à la crise sociale et économique sans précédent que nous vivons en France et à La Réunion, depuis maintenant plusieurs années.

Non aux attaques contre les travailleurs

Sur le plan social par exemple, le conflit ouvert par le Gouvernement depuis plusieurs mois déjà à propos de la loi El Khomri, a suscité une colère légitime du monde du Travail. Jamais, depuis la fin de la Seconde guerre mondiale de telles atteintes aux droits sociaux des travailleurs et travailleuses de ce pays, pourtant conquis de haute lutte, n'avaient été portées aussi loin. Jamais il n'y a eu une telle volonté de remettre en cause l'action syndicale et les syndicats.

Comme si cela ne suffisait pas, après avoir porté atteinte au droit des travailleurs, ce même gouverne-

ment - socialiste - s'est attaqué à un autre droit, tout aussi inaliénable dans notre République, celui de la liberté de manifester.

Ces trahisons aux idéaux des Forces de Progrès, ne sont, hélas, que la triste continuité des actions déjà menées comme par exemples : la diminution de la dotation de fonctionnement aux collectivités ou encore le refus de financer le renouvellement des emplois aidés, outils utiles et indispensables à notre jeunesse et aux plus fragiles. Ces agissements déplorables sont, hélas, relayés au niveau local par certains élus.

La trahison de l'opposition

En effet, l'actualité de ces derniers jours montre, que nous avons en face de nous une partie de l'opposition qui, après avoir perdu toutes les élections depuis 2012 perd maintenant la raison, et s'allie sans vergogne avec ceux-là même qui cassent nos acquis sociaux, saignent nos collectivités et détruisent nos emplois.

La vérité est certes cruelle, mais elle doit être dite.

Au lieu de défendre les intérêts de la population, des élus se permettent de les dégrader avec la complicité de leur nouvel ami de la Cinor, le Socialiste, ami intime du Gouvernement, Gérald Maillot, avec la complicité connue de l'opposition municipale socialiste de Sainte Marie. Ils se sont tous retrouvés sur un seul dénominateur commun : le non-respect des engagements pris. Comme on dit d'ailleurs : qui se ressemble s'assemble. Et cette opposition municipale n'a pas hésité un seul instant à sacrifier les intérêts de notre population pour assouvir votre soif jamais désaltérée de vengeance et obtenir ainsi un semblant de pouvoir, totalement aléatoire.

Les événements de ces derniers

mois le démontrent : après avoir validé, sans sourciller, une diminution de crédits de 562.000 euros sur la Dotation de Solidarité Communautaire au profit de notre commune, vous cautionnez maintenant les pratiques antisociales du Président de la Cinor, qui s'est permis de licencier purement et simplement des agents en fin de contrat, uniquement parce qu'ils étaient originaires de Sainte-Suzanne et qui selon lui ne partage pas vos opinions politiques. Si cela se vérifiait, on appelle cette pratique discrimination à l'embauche. Sur ce plan je n'ose pas imaginer un seul instant que vous cautionnez de telles pratiques. Mais c'est à vous de le dire.

La population, les citoyens, les habitants de Sainte-Suzanne et les Réunionnais apprécieront.

Tous ces reniements, revirements de "paletot" n'honorent pas l'opposition. Un bref aperçu : après avoir débuté au PS, en passant par le PCR, le PLR, l'UDIR, le MODEM, OBJECTIF RÉUNION, les Républicains et maintenant retour au PS. Pourquoi ? Pour quelles ambitions personnelles ?

C'est triste à souligner mais vous - cette opposition - renvoyez en définitive une image absolument lamentable du mandat que vous a confié la population, en faisant de l'intercommunalité non pas ce qu'elle doit être, c'est-à-dire un outil de développement et de solidarité intercommunale, mais un instrument de votre ambition politique.

Vous en portez l'unique et entière responsabilité devant le peuple. Je vous invite donc à retrouver le chemin de la raison et à travailler pour faire avancer notre commune plutôt que des ambitions politiciennes dont l'histoire ne s'en souciera même pas dans quelques années.

Édito

À Bruxelles, pas de chasse aux sorcières un lendemain d'élection

Trois jours après l'annonce de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, les décisions vont se préciser cette semaine. Du côté de la Commission européenne, du Parlement européen et du gouvernement français, la ligne est d'accélérer la procédure de séparation. Mais en Grande-Bretagne, les partisans du Brexit ne veulent pas précipiter les choses, à en croire Boris Johnston, principal animateur de la campagne pour la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. Celui qui avait promis et organisé le référendum, le Premier ministre David Cameron, ne veut pas en gérer les conséquences. Il a annoncé qu'il n'allait pas enclencher la procédure permettant le départ du Royaume-Uni de l'Union européenne. Il laisse cette tâche à son successeur. Ce dernier ne sera pas connu avant le mois d'octobre, car d'après David Cameron, c'est à son parti de réunir les instances appropriées pour une telle décision. Ce délai s'ajoute à celui nécessaire à la négociation des conditions de sortie de l'UE. Le statu quo pourrait donc être maintenu pendant trois ans.

Ce délai est bien trop long pour Bruxelles. Si le Royaume-Uni a fait le choix de quitter l'UE, alors il ne peut plus y avoir de commissaire européen de nationalité britannique. Le même problème se pose au sujet des élus britanniques au Parlement européen. Pourquoi voteraient-ils des textes qui ne les concernent plus ? Mais pour le personnel, qui ne sont donc pas des élus ?

Concernant les fonctionnaires européens de nationalité britannique, le président de la Commission européenne et celui du Parlement européen ont donné un message très clair : « d'après notre

Statut, vous êtes des « fonctionnaires de l'Union ». Vous travaillez pour l'Europe. Vous avez laissé vos « chapeaux » nationaux à la porte lorsque vous êtes entrés dans cette institution. Aujourd'hui, cette porte ne se referme pas sur vous. Vous avez toujours été des fonctionnaires européens loyaux envers notre Union et vous avez apporté une énorme contribution au projet européen. C'est dans cet esprit de loyauté réciproque que je vais maintenant travailler avec les Présidents des autres institutions européennes pour m'assurer que nous pourrions tous continuer à bénéficier de vos remarquables talents, expérience et engagement. Je sais bien que vous avez tous des attentes légitimes sur vos droits et devoirs, sur l'avenir de vos familles qui ont pu vous suivre à Bruxelles, et celui de vos enfants qui sont peut-être scolarisés ici ».

Ce message dissipe les craintes des Britanniques qui avaient envisagé de prendre la nationalité belge pour garder leur travail, craignant d'être indésirables à cause du Brexit. Il montre également que du côté de l'Union européenne, les agents ne sont pas soumis aux conséquences d'un résultat électoral. Des élus réunionnais devraient s'inspirer de cette stricte séparation qui garantit le respect des opinions et empêche toute pression sur les salariés. C'est malheureusement loin d'être le cas, et souvent les élections sont l'occasion de licenciements et de recrutements en fonction des opinions politiques. Or, ces élus réunionnais disent même très souvent qu'ils sont Français et Européens. Qu'attendent-ils pour agir dans ce sens ?

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71^e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

Après le Brexit et le sommet de l'OCS

Exit les Etats-Unis



Barack Obama était venu le 22 avril pour dire aux Britanniques qu'il ne fallait pas quitter l'Union européenne. Son ingérence a-t-elle pesé dans le résultat du vote de jeudi dernier?

Ce jeudi, 23 juin, la politique mondiale était nourrie par 2 événements majeurs. L'Europe jouait son unité avec le référendum, en Grande-Bretagne. L'Asie renforçait son union, à l'occasion du 16e Sommet de l'OCS (1), à Tachkent, capitale de l'Ouzbékistan. Les médias ont préféré donner plus d'importance à l'Europe alors qu'en réalité, les 2 événements soulignent l'échec de la politique américaine.

Le référendum a consacré la victoire du camp de la sortie de l'Europe. Obama souhaitait exactement le contraire. Il est allé le dire aux Britanniques, le 22 avril, avec des mots peu diplomatiques, tout en vantant le Traité de Libre Echange avec une Europe unie. Deux mois plus tard, les Britanniques ont rejeté ses bons conseils, condamnant ainsi son ingérence dans la campagne électorale. Sa défaite est totale. Désormais, la population réclamera un référendum à propos du Traité commercial qu'il veut imposer à l'Europe. En tant que territoire intégré à l'Europe, La Réunion est directement concernée. A Tachkent, un mémorandum d'adhésion de l'Inde et du Pakistan à l'Organisation de Coopération de Shanghai a été signé, élargissant ainsi un espace de coopération

comprenant déjà la Chine, le Kazakhstan, le Kirghizistan, la Russie, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan. Quand on connaît les différends frontaliers entre l'Inde, le Pakistan et la Chine, une telle adhésion exprime le désir de travailler ensemble (2). Autre bonne nouvelle de ce jeudi 23 juin : un "couloir économique" a été créé entre la Russie, la Mongolie et la Chine.

Alors qu'en Europe, les problèmes sont loin d'être résolus et que la Russie est toujours rejetée, en Asie se crée un espace de coopération et d'échanges comprenant des géants démographiques, technologiques, économiques et politiques. Cela concerne 45 % de la population mondiale. XI Jinping vient de donner une nouvelle impulsion au grand projet intégrateur : "une Ceinture et une nouvelle route de la Soie, verte, solide, intelligente et pacifique". Exit les Etats-Unis et l'Union Européenne. Après l'OCS, Poutine (3) entamera une visite officielle en Chine.

L'échec de la politique des Etats-Unis et ses alliés, en Europe, s'écrit sur le terrain. Si les caméras s'orientent un peu plus vers l'Est, nous verrions qu'à Tachkent un autre monde est en construction. Cela pourrait équilibrer les avis de mes compatriotes Réunionnais. Si-

tués à 10 000km du continent européen, nous ne pouvons ignorer les opportunités de notre région géographique.(4)

**Ary Yée-Chong-Tchi-Kan,
Fraternité Réunionnaise**

Références :

Dans la série Fraternité Réunionnaise, voir mon précédent article : Bulletins contre les armes.

1) Fondée en 1996, elle a évolué en 2001.

2) Narendra Modi sera au G20 qui se tiendra à Hangzhou. XI Jinping sera en Inde pour le sommet des Brics. Poutine sera présent aux 2 manifestations.

3) Une semaine avant le Brexit s'est tenu le Forum économique de St Petersburg. Junker, président de la Commission Européenne, a fini par venir au "Davos de Russie". Les journalistes doivent-ils continuer à parler de l'isolement de Poutine ?

4) En 2015, le seul commerce de la Chine avec les pays de la Ceinture et la Route de la Soie a dépassé 1000 milliards de dollars, selon China.org.

Après le Brexit

Un nouveau projet démocratique et populaire pour l'Europe

BREXIT. Ma réaction se veut cohérente avec celle que j'ai pu exprimer depuis plusieurs mois et qui va dans le sens d'un nouveau modèle pour l'Europe. Bien qu'il nous faille respecter les choix exprimés par les Anglais, le Brexit n'est pas un acte isolé. D'autres faits partout en Europe (en Grèce, en Espagne, en Italie, au Danemark, en Autriche,...) nous montrent que les peuples sont asphyxiés et demandent une réorientation des politiques publiques portées jusqu'alors par les partis traditionnels en France ou en Europe. Les choses doivent bouger et nous ne pouvons plus agir avec les mêmes recettes. Les « vieux » partis politiques (ceux-là même qui sont à l'origine de cette politique impopulaire et qui ont boudé l'expression démocratique du peuple en 2005 pour le NON à la constitution élaborée par M. Valéry Giscard d'Estaing) doivent se remettre en question et mesurer leur responsabilité face à cette actualité de défiance vis-à-vis des institutions européennes. Longtemps nous prônions une réorientation de cette politique dictée par les finances ou la technocratie, elle-même coupée des réalités misérables des peuples qui constituent l'Union Européenne. La politique austère et rigoriste, menée depuis ces dernières années, a eu un effet néfaste pour les populations. Or l'Union Européenne gagnerait à changer d'orientation. Il y a comme un frémissement citoyen qui nous pousse à innover pour juguler l'euro-scepticisme (je rappelle volontiers le faible taux de participation aux élections européennes de 2014 dans notre circonscription électorale : 19 % d'exprimés et le Député élu avec 4,4 % des inscrits dans notre île) et les discours extrémistes qui y sont parfois associés. Comment sortir des dénis de démocratie répétitifs et entendre les cris populaires qui gémissent depuis 2012 ?

Alors nos gouvernants doivent profiter des prochaines échéances pour proposer un autre projet que celui dicté par le monde des finances. L'exécutif doit impérativement repenser son projet dans un sens plus participatif et respectueux de la démocratie. Nous ne pourrions poursuivre sur une voie qui ne tienne pas compte de la réalité sociale et humaine des peuples ; de cette réalité de pauvreté et de précarité grandissante ; de cette évidence de fragmentation et de morcellement sociétal.

Pour inhiber la montée des nationalismes, l'Europe et la France doivent donc s'entendre sur un projet plus solidaire et de progrès social qui profiterait à l'ensemble du territoire national.

A La Réunion, plaider pour une autre politique, plus adaptée est une nécessité pour l'avenir. L'Union Européenne et l'Etat doivent nous permettre cette double

intégration à l'Europe et à notre environnement géographique. Car dans les outre-mers et particulièrement à La Réunion (malgré l'apport des 70 ans de départementalisation) les inégalités sont exacerbées et les conséquences d'une politique rigoriste d'autant.

Ne rien faire serait faire le jeu de l'indifférence, de l'abstentionnisme mais aussi celui de l'extrême droite et du libéralisme. Les signaux électoraux (les échecs de la gauche lors des municipales, européennes, sénatoriales, départementales et régionales) envoyés à l'exécutif « socialiste » doivent être entendus. S'il est peut-être trop tard pour cette mandature, il est grand temps que les postulants s'activent à repenser l'Europe, et aux projets ajustés aux réalités de terrain, un dessein qui redonnera un sens à l'action politique au service des peuples. Une nouvelle dimension qui tienne compte que le monde a changé, qui considère les mutations internationales ainsi que les évolutions démographiques, climatiques, économiques et commerciales qui inscriront la planète dans une ère nouvelle et dans d'autres modes de gouvernance mondiale. Il faut donc repenser le modèle de société et de développement. Il faut réinventer la démocratie à tous les échelons afin de tenir compte de l'expression citoyenne.

Ces innovations peuvent-elles être portées par les partis traditionnels, ceux-là mêmes qui nous enterrent dans une orientation imposée, décriée et non voulue ? Permettez-moi d'en douter !

Alors camarades il ne s'agit pas de se laisser abattre. Redoublons d'efforts pour proposer un nouveau projet démocratique et populaire pour l'Europe, pour la France et pour La Réunion. Ensemble, agissons pour que demain soit meilleur pour tous !

Eric Fruteau
Demain La Réunion

Oté

L'inyon éropéène ? Ala in drol dé démokrasi kant mèm !

Nout tout i koné rézilta lo référandome dann la Grann-Brétagne : banna la desid vot pou lo bréksit. Sa i vé dir : « Baye ! Baye ! L'érop : ni artrouv ! ». L'èr-la, toulmoun i di péi-la la touzour mète in pyé an déor l'érop é in pyé anndan. Li lé anndan kan na pou gagné, li lé déor kan na poin pou gagné. Romark, la pa son fote si lé z'ot péi i karès ali, konm i karès in shat mové karaktèr, vilin manyèr, é konm k'i diré sé in l'anvoiyé bann z'amérikain. Sa sé sak demoun i di ! Alor mi vann azot sa konm moïn l'ashtë.

Sak mi romark sé ké gouvèrnman péi - la, dopi madam Thatshèr, an passan par Tony Blèr é ziska lo Cameron zordi la touzour fé in politik iltra-libéral é li la touzour domann lé z'ot pou amenn in politik konmsa. Li té kont la pac-politik agrikol komine - li té i vé pa bann kota. Sé in pé par li mèm ké nout bann plantèr lé riskab ète ruiné. Par li é par tout sak i suiv ali dann kouran iltra-libéral. Si tèlman ké lé z'ot l'avé poin arien pou rofiz ali : la p'asé, mète ankor !

Ala zordi ké li sort dann l'inyon éropéène é konm in prétansyé, sé li k'i di ké li va komans négosyé son sorti moi d'oktob. Akoz moi d'oktob solman ? Akoz pa tout suit ? Li la fine fé son votaz, astèr i fo tir lo konklizyon... In sinp romark kant mèm : i parétre ké si i fé vote bann péi l'inyon éropéène noré plis la mazorité k'i desidré d' shapé. Bou di kont, ala in drol dé démokrasi kant mèm ! K'i obliz la mazorité d'moun rès dann in l'inyon ké zot i vé pa pou vréman.

Justin

I tir pa dé po dsi in kabri ! - In kozman po la rout

Mi pans sa i doi z'ète in provèrb l'Afrik sa. Touléka, provèrb-la i sort dann in péi i ansèrv la po kabri... Kansréti pou fé in tanbour. Donk sa i vé dir dan tout shoz ou i tir arienk sak ou i pé tiré é pa plis ké sa. I di pal o pli zoli fiy dsi la tèr i pé done arienk sak èl nana ? Sa in provèrb bien vré : i di aou la pa bézoïn rod l'inposib, rod lo posib lé déza bien. Kontant aou sak ou nana san alé rod sak in n'ot nana mé ou, ou la poin. Final de kont in pé nana lo zyé pli gro ké lo vant é sa i fé pa prospèr aou. Mi koné pa kosa zot i anpans mé moïn, in kozmn konmsa, i bote amoin toulbon. Alé ! Ni rotrov plé d'van.